

BOYCOTTIONS
LA
CARTE
D'IDENTITE

Malgré l'émotion que son projet avait soulevé au printemps dernier, le gouvernement a poursuivi la mise en place du système informatisé de fabrication et de contrôle des cartes d'identité. Le décret, décidant la création d'une carte nationale d'identité infalsifiable, est aujourd'hui signé. Le rapporteur de la Commission nationale informatique et libertés avait en son temps émis de sérieuses réserves. La C.N.I.L. s'est finalement contentée de formuler quelques recommandations, mais il semble bien que le ministère de l'Intérieur, qui a déclaré vouloir suivre l'avis de la C.N.I.L., ait en réalité cherché à le tourner.

Les sujets d'inquiétude ne manquent pas. Parmi eux :
- la multiplication des contrôles policiers, que rend possible le système en ouvrant des possibilités d'accès rapide au fichier à partir de terminaux portables disséminés sur tout le territoire et qu'annonce par ailleurs le projet de loi Peyrefitte.
- La possibilité de voir se constituer un système homogène de fichage de telle ou telle catégorie de la population : c'est déjà un objectif explicite pour les étrangers.
- L'utilisation du numéro d'identité comme identifiant progressivement généralisé et permettant, à l'insu des usagers et des organes de contrôle, le rapprochement d'informations de toute nature sur les individus. L'apparition des cartes magnétiques à microprocesseur (C.P. 8), dans d'autres domaines, ne risque-t-elle pas d'ailleurs de hâter ce processus ?
Il nous paraît donc urgent de réagir. Prises de position, démarches, réunions d'information se sont multipliées il y a quelques mois, de la part d'organisations syndicales et d'associations populaires. Dans un domaine voisin la mise en place des systèmes GAMIN et AUDASS a entraîné une résistance, notamment en province, qui est loin d'être éteinte. Le retrait par le ministre de l'Education, Christian Beullac, du projet de dossier scolaire informatisé, à la suite de la mobilisation des enseignants et des parents d'élève montre que le gouvernement n'a pas la partie gagnée d'avance, si une riposte de masse est apportée à ses manœuvres.

Nous pensons qu'il n'est pas aujourd'hui déjà trop tard pour prendre une initiative nationale contre la mise en place de la carte d'identité nationale, informatisée et infalsifiable ; en évitant que dans les faits elle devienne un document obligatoire pour prouver son identité. La loi n'oblige pas pour l'instant le citoyen à se faire établir une carte nationale d'identité pour justifier de son identité ; celle-ci peut en effet être établie par tout autre moyen : livret de famille, permis de conduire, passeport, etc... Il faut profiter de cette possibilité en appelant au BOYCOTT DE LA NOUVELLE CARTE D'IDENTITE INFORMATISEE, ou tout au moins à se faire renouveler l'ancienne carte d'identité, valable 10 ans, avant la mise en place du nouveau système.

Le conseil d'administration du C.I.I.L.

(1) Cette lettre est adressée à : C.G.T., C.F.D.T., C.S.F., Syndicat de la Magistrature, C.S.C.V., F.E.N., M.R.A.P., Ligue des droits de l'homme, M.T.I., Cedetim, F.A.S.T.I., U.F.C., S.A.F.

Cette initiative si elle prend corps pourra recevoir le soutien des partis politiques qui voudront bien s'y associer.

ATISÉE